

et 2, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), sont d'application durant la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2008.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

hoofdstuk VIII, afdelingen 1 en 2, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), gelden in de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2008.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale zaken,
R. DEMOTTE

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION DEVELOPPEMENT DURABLE

F. 2007 — 1369

[C — 2007/02047]

19 MARS 2007. — **Projet d'arrêté royal fixant les règles générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Commission interdépartementale pour le Développement durable**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, fixe les nouvelles règles générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Commission interdépartementale pour le Développement durable. En effet, les articles 352 et 353 de la loi du 20 juillet 2006 portant dispositions diverses ont respectivement complété et modifié la loi 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable. De ce fait, une modification de la réglementation en cours est devenue nécessaire.

Le texte a été adapté aux remarques du Conseil d'Etat. Suite à la remarque sur les articles 22, 24 et 25 que « A défaut de dispositions transitoires dans l'arrêté dont le projet est actuellement à l'examen, ces délais devront également être respectés pour l'année 2007. Il appartient aux auteurs du projet d'apprécier s'il ne faudrait pas prévoir une mesure adaptée pour l'année 2007. », il a été choisi de maintenir ces délais pour l'année 2007.

Discussion article par article

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Le premier article fixe les définitions.

CHAPITRE II. — *De la Composition de la Commission*

L'article 2 prévoit le mode de désignation des suppléants des membres de la CIDD.

L'article 3 règle que la CIDD est assistée par des experts à voix consultative. Un premier groupe d'experts est composé d'un représentant de chaque service public fédéral, de chaque service public fédéral de programmation et du Ministère de la Défense. Un deuxième groupe d'expert est composé de fonctionnaires qui sont nommés à la CIDD sur base de leurs engagements spécifiques dans la problématique du développement durable. Ceci donne entre autres la possibilité de désigner des experts supplémentaires si certains services publics fédéraux sont compétents pour plusieurs domaines politiques relatifs au développement durable. Un dernier groupe d'experts concerne les experts externes qui ne sont pas ajoutés à la CIDD sur une base permanente.

CHAPITRE III. — *Du Bureau*

Les articles 4 à 8 fixent le fonctionnement du Bureau de la CIDD et ses tâches. Ils n'appellent pas de commentaires.

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST DUURZAME ONTWIKKELING

N. 2007 — 1369

[C — 2007/02047]

19 MAART 2007. — **Ontwerp van koninklijk besluit houdende vaststelling van de algemene regels inzake de organisatie en de werking van de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen stelt de nieuwe regels inzake de organisatie en de werking van de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling (ICDO) vast. Artikels 352 en 353 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen hebben immers respectievelijk de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling aangevuld en gewijzigd. Hierdoor is een wijziging van de heden bestaande reglementering noodzakelijk geworden.

De tekst werd aangepast aan de opmerkingen van de Raad van State. Ingevolge de opmerking bij de artikels 22, 24 en 25 dat « Bij gebreke aan overgangsbepalingen in het besluit dat thans in ontwerpvorm voorligt, zullen die termijnen ook voor het jaar 2007 dienen te worden nageleefd. Het staat aan de stellers van het ontwerp om te oordelen of voor het jaar 2007 niet in een aangepaste regeling moet worden voorzien, » werd er voor gekozen om deze termijnen voor het jaar 2007 te handhaven.

Bespreking van de artikelen

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1 stelt de definities vast.

HOOFDSTUK II. — *De Samenstelling van de Commissie*

Artikel 2 voorziet in de aanstellingswijze van de plaatsvervangers van de leden van de ICDO.

Artikel 3 regelt dat de ICDO wordt bijgestaan door experts met raadgevende stem. Een eerste groep van experts is samengesteld uit een vertegenwoordiger van elke federale overheidsdienst, van elke programmatorische federale overheidsdienst en van het Ministerie van Landsverdediging. Een tweede groep van experts wordt gevormd door de ambtenaren die omwille van hun specifieke betrokkenheid bij duurzame ontwikkeling in de ICDO benoemd worden. Dit maakt het onder meer mogelijk om bijkomende experts aan te stellen, indien bepaalde federale overheidsdiensten bevoegd zijn voor meerdere beleidsdomeinen die met duurzame ontwikkeling verband houden. Een laatste groep van experts betreft externe experts die niet permanent aan de ICDO worden toegevoegd.

HOOFDSTUK III. — *Het Bureau*

Artikels 4 tot 8 stellen de werking van het Bureau van de ICDO en zijn taken vast. Zij behoeven geen commentaar.

CHAPITRE IV. — *Des Réunions de la Commission*

Les articles 9 à 14 règlent entre autres les invitations aux et le déroulement des réunions de la CIDD. Ils n'appellent pas de commentaires.

CHAPITRE V. — *Des Groupes de travail*

Les articles 15 à 19 règlent le fonctionnement des groupes de travail de la CIDD. A ce propos, une interaction claire entre la CIDD et ses groupes de travail a été prévue. En premier lieu, le président d'un groupe de travail doit régulièrement informer la CIDD sur les activités de son groupe de travail. Deuxièmement, chaque groupe de travail doit régulièrement rédiger des rapports et les présenter à la CIDD via le Bureau.

CHAPITRE VI. — *De la Sous-commission de la « Coördination administrative »*

L'article 20 prévoit la création d'un groupe de travail permanent au sein de la CIDD, notamment la sous-commission de la « Coördination administrative » afin de coordonner les activités des cellules de développement durable, créées par l'arrêté royal du 22 septembre 2004. Il s'agit de sa mission unique. La CIDD ne peut pas lui confier d'autres missions.

CHAPITRE VII. — *Du Secrétariat*

L'article 21 fixe les tâches du Secrétariat de la CIDD qui ne sont pas fixées par les autres chapitres de ce projet.

CHAPITRE VIII. — *Des Rapports annuels des Membres*

L'article 22 détermine que les membres de la CIDD doivent introduire, pour le 31 janvier de chaque année civile, auprès du Secrétariat, leur rapport annuel sur la politique de développement durable menée dans les administrations et les institutions publiques qu'ils représentent.

L'article 23 fixe la structure minimale de ce rapport annuel et détermine que la CIDD fixe sa structure sur la proposition du Bureau.

CHAPITRE IX. — *Du Rapport d'activités*

L'article 24 règle les activités sur le rapport d'activités annuel de la CIDD. Cet article n'appelle pas de commentaires.

CHAPITRE X. — *Du Rapport fédéral*

L'article 25 fixe l'interaction entre la CIDD et le Bureau fédéral du Plan concernant le Rapport fédéral de Développement durable biennal. Vu que ce Rapport et le Plan fédéral de Développement durable sont mis en concordance dans le cadre du processus d'apprentissage instauré par la loi du 5 mai 1997 précitée, une discussion sur la structure et le contenu de chaque Rapport au sein de la CIDD est logique. Cet article prévoit la base pour cette discussion.

CHAPITRE XI. — *Du Plan*

Les articles 26 et 28 fixent les activités sur le Plan fédéral de Développement durable.

L'article 26 règle qu'une note d'orientation est le point de départ pour les activités autour de chaque nouveau Plan. Le projet de note d'orientation est rédigé par le Bureau de la CIDD. Ensuite, la CIDD traite cette note en deux lectures. En tenant compte de la procédure décrite, la version définitive de la note d'orientation est fixée par la CIDD au moins vingt-sept mois avant l'expiration de la période du plan en cours.

Ensuite, la CIDD dispose d'au moins quinze mois pour rédiger le nouvel Avant-projet de Plan fédéral de Développement durable. En effet, l'article 27 détermine que chaque Avant-projet doit être rédigé au moins douze mois avant l'expiration de la période du plan en cours.

L'article 28 règle les activités qui ont trait à la rédaction du Projet de Plan fédéral de Développement durable. En premier lieu, cet article prévoit que la CIDD décide quelle suite est à donner aux avis et aux remarques qui ont été formulés. Elle prend cette décision sur base des documents de travail, dont un document de synthèse des avis et remarques reçus, que le Secrétariat rédige en concertation avec le Bureau de la CIDD.

Sur base de la décision de la CIDD concernant la suite qui est à donner aux avis et réactions, le Bureau de la CIDD soumet une proposition du Projet de Plan à la CIDD.

CHAPITRE XII. — *De la Publicité*

Les articles 29 et 31 concernent la publicité des activités de la CIDD. Ils n'appellent pas de commentaires.

HOOFDSTUK IV. — *De Vergaderingen van de Commissie*

Artikelen 9 tot 14 regelen onder meer de uitnodigingen voor en het verloop van de vergaderingen van de ICDO. Zij behoeven geen commentaar.

HOOFDSTUK V. — *De Werkgroepen*

Artikelen 15 tot 19. regelen de werking van de werkgroepen van de ICDO. Daarbij is in een duidelijke interactie tussen de ICDO en haar werkgroepen voorzien. In de eerste plaats dient de voorzitter van een werkgroep regelmatig de ICDO op de hoogte brengen van de werkzaamheden van zijn werkgroep. Ten tweede dient elke werkgroep regelmatig rapporten op te stellen en deze aan de ICDO voor te leggen via het Bureau.

HOOFDSTUK VI. — *De Subcommissie « Administratieve Coördinatie »*

Artikel 20 voorziet in de creatie van een permanente werkgroep binnen de ICDO, namelijk de subcommissie « Administratieve Coördinatie, » om de werkzaamheden van de cellen duurzame ontwikkeling, opgericht bij het koninklijk besluit van 22 september 2004, te coördineren. Het betreft haar enige opdracht. De ICDO kan haar derhalve geen andere opdrachten toevertrouwen.

HOOFDSTUK VII. — *Het Secretariaat*

Artikel 21 stelt de taken van het Secretariaat van de ICDO vast die niet in andere hoofdstukken van dit ontwerp worden vastgelegd.

HOOFDSTUK VIII. — *Jaarlijkse Rapporten van de Leden*

Artikel 22 bepaalt dat de ICDO-leden hun jaarlijks rapport over het gevoerde duurzame ontwikkelingsbeleid in de administraties en de publieke instellingen die zij vertegenwoordigen, uiterlijk op 31 januari van elk kalenderjaar moeten indienen bij het Secretariaat.

Artikel 23 legt de minimumstructuur van dit jaarlijks rapport vast en bepaalt dat de ICDO jaarlijks de structuur ervan vaststelt op voorstel van het Bureau.

HOOFDSTUK IX. — *Activiteitenverslag*

Artikel 24 regelt de werkzaamheden rond het jaarlijks activiteitenverslag van de ICDO. Dit artikel behoeft geen commentaar.

HOOFDSTUK X. — *Het Federaal Rapport*

Artikel 25 stelt de interactie vast tussen de ICDO en het Federaal Planbureau op het vlak van het tweejaarlijks Federaal Rapport inzake Duurzame Ontwikkeling. Aangezien dit Rapport en het Federaal Plan inzake Duurzame Ontwikkeling op elkaar afgestemd zijn in het kader van de leercyclus die de voormelde wet van 5 mei 1997 instelt, is een discussie over de structuur en de inhoud van elk Rapport binnen de ICDO logisch. Dit artikel legt de basis voor deze discussie.

HOOFDSTUK XI. — *Het Plan*

Artikelen 26 tot 28 stellen de werkzaamheden rond het Federaal Plan inzake Duurzame Ontwikkeling vast.

Artikel 26 regelt dat een oriëntatienota het uitgangspunt is voor de werkzaamheden rond elk nieuw Plan. Het ontwerp van oriëntatienota wordt door het Bureau van de ICDO opgesteld. Vervolgens behandelt de ICDO deze nota in twee lezingen. Gelet op de beschreven procedure wordt de definitieve versie van de oriëntatienota minstens zevenentwintig maanden voor het verstrijken van de lopende planperiode vastgesteld door de ICDO.

Vervolgens heeft de ICDO minstens vijftien maanden om het nieuwe Voorontwerp van Federaal Plan inzake Duurzame Ontwikkeling te schrijven. Artikel 27 bepaalt immers dat elk Voorontwerp minstens twaalf maanden voor het verstrijken van de lopende planperiode moet worden opgesteld.

Artikel 28 regelt de werkzaamheden met betrekking tot de redactie van het Ontwerp van Federaal Plan inzake Duurzame Ontwikkeling. In de eerste plaats legt dit artikel vast dat de ICDO beslist welk gevolg er dient gegeven te worden aan de adviezen en opmerkingen die met betrekking tot het Voorontwerp werden geformuleerd. Zij neemt deze beslissing op basis van werkdocumenten, waaronder een synthese-document van alle ontvangen adviezen en opmerkingen, die het Secretariaat opstelt in overleg met het Bureau van de ICDO.

Op grond van de beslissing van de ICDO over het gevolg dat aan de ontvangen adviezen en reacties dient te worden gegeven, legt het Bureau aan de ICDO een voorstel van Ontwerpplan voor.

HOOFDSTUK XII. — *Openbaarheid*

Artikelen 29 tot 31 betreffen de openbaarheid van de werkzaamheden van de ICDO. Zij behoeven geen commentaar.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et finales*

Vu qu'il se réfère à la réglementation actuellement en cours qui est abrogée par l'article suivant, l'article 32 modifie l'article 5, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 22 septembre 2004 portant création des cellules de développement durable au sein des services publics fédéraux, des services publics fédéraux de programmation et du Ministère de la Défense.

L'article 33 abroge la réglementation relative au fonctionnement de la CIDD qui est actuellement en vigueur.

L'article 34 détermine que cet arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

L'article 35 n'appelle pas de commentaires.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et les très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Vice-Première Ministre et la Ministre du Budget,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Coopération au Développement,
A. DE DECKER

Le Ministre de l'Environnement,
B. TOBBACK

La Secrétaire d'Etat au Développement durable,
Mme E. VAN WEERT

19 MARS 2007. — Arrêté royal fixant les règles générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Commission interdépartementale pour le Développement durable

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, modifiée par la loi du 20 juillet 2006, notamment l'article 16, cinquième alinéa, et l'article 17, deuxième alinéa;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} mars 1998 portant fixation des règles générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Commission interdépartementale du Développement durable, modifié par l'arrêté royal du 8 décembre 2003;

Vu l'arrêté royal du 22 septembre 2004 portant création des cellules de développement durable au sein des services publics fédéraux, des services publics fédéraux de programmation et du Ministère de la Défense;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} décembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2006;

Vu l'avis n° 42.029/3 du Conseil d'Etat, donné le 16 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

HOOFDSTUK XIII. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

Artikel 32 wijzigt artikel 5, § 1, 2^o, van het koninklijk besluit van 22 september 2004 houdende oprichting van cellen duurzame ontwikkeling in de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten en het Ministerie van Landsverdediging, aangezien dit naar de heden bestaande reglementering verwijst die opgeheven wordt door het volgende artikel.

Artikel 33 heft de heden bestaande reglementering met betrekking tot de werking van de ICDO op.

Artikel 34 regelt dat dit besluit uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2007.

Artikel 35 behoeft geen commentaar.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
A. DE DECKER

De Minister van Leefmilieu,
B. TOBBACK

De Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling,
Mevr. E. VAN WEERT

19 MAART 2007. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de algemene regels inzake de organisatie en de werking van de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006, inzonderheid op artikel 16, vijfde lid, en op artikel 17, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1998 betreffende de organisatie en werking van de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling, gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 december 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 september 2004 houdende oprichting van cellen duurzame ontwikkeling in de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten en het ministerie van Landsverdediging;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 december 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2006;

Gelet op het advies nr. 42.029/3 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget, de Notre Ministre de l'Economie et de la Politique scientifique, de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, de Notre Ministre de la Coopération au Développement durable, de Notre Ministre de la Fonction publique, de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Secrétaire d'Etat au Développement durable et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° la « Loi » : la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, modifiée par la loi du 20 juillet 2006;

2° la « Commission » : la Commission interdépartementale pour le Développement durable, créée par l'article 16 de la Loi;

3° le « Bureau du Plan » : le Bureau fédéral du Plan, créé par la loi du 21 décembre 1994 portant dispositions sociales et diverses, qui en vertu de la Loi est chargée de la rédaction du Rapport fédéral de Développement durable et au sein duquel la « Task Force Développement Durable » (TFDD) constitue le groupe qui, sous la direction et la responsabilité du Bureau fédéral du Plan, donne exécution à cette mission;

4° le « Service » : le Service public fédéral de programmation Développement durable, créé par l'arrêté royal du 25 février 2002;

5° le « Président », les « Vice-présidents », le « Bureau », les « Membres », et le « Secrétariat » : le président, les vice-présidents, le bureau, les membres et le secrétariat de la Commission, visés à l'article 16, quatrième alinéa, de la Loi;

6° le « Plan » : le Plan fédéral de Développement durable, visé à l'article 3 de la Loi;

7° l'« Avant-projet de plan » : l'Avant-projet du Plan, visé à l'article 4, § 1^{er}, de la Loi;

8° le « Projet de plan » : le Projet du Plan, visé à l'article 4, § 4, de la Loi;

9° le « Rapport fédéral » : le Rapport fédéral de Développement durable, visé à l'article 7 de la Loi;

10° la « Consultation » : la consultation de la population, visée à l'article 4, § 2, de la Loi;

11° le « Rapport d'activités » : le rapport, visé à l'article 19, premier alinéa, de la Loi;

12° le « Site Intranet » : le site Intranet de la Commission qui est géré par le Secrétariat, qui contient des informations sur les activités de la Commission et qui est accessible à toutes les personnes qui participent aux activités de la Commission.

CHAPITRE II. — De la Composition de la Commission

Art. 2. Chaque Membre qui représente un membre du gouvernement, désigne un suppléant en concertation avec ce membre du gouvernement.

Le Membre qui représente le Bureau du Plan, désigne un suppléant en concertation avec le fonctionnaire dirigeant du Bureau du Plan.

Si un membre est empêché, son suppléant participe aux réunions de la Commission.

Art. 3. § 1^{er}. La Commission est assistée par un représentant de chaque service public fédéral, par un représentant de chaque service public fédéral de programmation et par un représentant du ministère de la Défense. Ces représentants siègent en tant qu'expert à voix consultative.

Chaque représentant, visé au premier alinéa, est nommé par le fonctionnaire dirigeant de son service public.

§ 2. La Commission peut également être assistée par des fonctionnaires d'un service public fédéral, d'un service public fédéral de programmation, du ministère de la Défense, d'un établissement scientifique fédéral, d'un organisme d'intérêt public ou d'une institution publique de sécurité sociale sur base de leurs engagements spécifiques dans la problématique du développement durable au niveau fédéral. Ils siègent en tant qu'expert à voix consultative.

§ 3. Le Président peut inviter des experts externes afin de donner des explications sur un sujet spécifique.

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, van Onze Minister van Economie en Wetenschapsbeleid, van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking, van Onze Minister van Ambtenarenzaken, van Onze Minister van Leefmilieu en van Onze Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de « Wet » : de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006;

2° de « Commissie » : de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling, opgericht bij artikel 16 van de Wet;

3° het « Planbureau » : het Federaal Planbureau, opgericht bij de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, dat krachtens de Wet belast is met de redactie van het Federaal Rapport inzake Duurzame Ontwikkeling en binnen hetwelk de « Task Force Duurzame Ontwikkeling » (TFDO) de groep van personeelsleden is die, onder de leiding en de verantwoordelijkheid van het Federaal Planbureau, uitvoering geeft aan deze opdracht;

4° de « Dienst » : de Programmatorische Federale Overheidsdienst Duurzame Ontwikkeling, opgericht bij het koninklijk besluit van 25 februari 2002;

5° de « Voorzitter », de « Ondervoorzitters », het « Bureau », de « Leden » en het « Secretariaat » : de voorzitter, de ondervoorzitters, het bureau, de leden en het secretariaat van de Commissie, bedoeld in artikel 16, vierde lid, van de Wet;

6° het « Plan » : het Federaal Plan inzake Duurzame Ontwikkeling, bedoeld in artikel 3 van de Wet;

7° het « Voorontwerpplan » : het Voorontwerp van Plan, bedoeld in artikel 4, § 1, van de Wet;

8° het « Ontwerpplan » : het Ontwerp van Plan, bedoeld in artikel 4, § 4, van de Wet;

9° het « Federaal Rapport » : het federaal rapport inzake duurzame ontwikkeling, bedoeld in artikel 7 van de Wet;

10° de « Raadpleging » : de raadpleging van de bevolking, bedoeld in artikel 4, § 2, van de Wet;

11° het « Activiteitenverslag » : het rapport, bedoeld in artikel 19, eerste lid, van de Wet;

12° « de Intranetsite » : de Intranetsite van de Commissie die beheerd wordt door het Secretariaat, die informatie bevat over de werkzaamheden van de Commissie en die toegankelijk is voor alle personen die deelnemen aan deze werkzaamheden.

HOOFDSTUK II. — De Samenstelling van de Commissie

Art. 2. Elk Lid dat een regeringslid vertegenwoordigt, duidt een plaatsvervanger aan in overleg met dat regeringslid.

Het Lid dat het Planbureau vertegenwoordigt, duidt een plaatsvervanger aan in overleg met de leidend ambtenaar van het Planbureau.

Indien een Lid verhinderd is, neemt zijn plaatsvervanger deel aan de vergaderingen van de Commissie.

Art. 3. § 1. De Commissie wordt bijgestaan door één vertegenwoordiger van elke federale overheidsdienst, één vertegenwoordiger van elke programmatorische federale overheidsdienst en één vertegenwoordiger van het ministerie van Landsverdediging. Deze vertegenwoordigers zetelen als expert met raadgevende stem.

Elke vertegenwoordiger, bedoeld in het eerste lid, wordt benoemd door de leidend ambtenaar van zijn overheidsdienst.

§ 2. De Commissie kan zich eveneens laten bijstaan door ambtenaren van een federale overheidsdienst, van een programmatorische federale overheidsdienst, van het ministerie van Landsverdediging, van een federale wetenschappelijke instelling, van een instelling van openbaar nut of van een openbare instelling van sociale zekerheid op basis van hun specifieke betrokkenheid bij de problematiek van duurzame ontwikkeling op het federale niveau. Zij zetelen als expert met raadgevende stem.

§ 3. De Voorzitter kan externe experts uitnodigen om toelichting te geven bij een specifiek onderwerp.

A la demande de cinq Membres, le Président doit inviter un expert externe afin de donner des explications sur un point de l'ordre du jour.

CHAPITRE III. — *Du Bureau
et de la représentation de la Commission*

Art. 4. § 1^{er}. Le Président de la Commission préside les réunions du Bureau.

Parmi les Vice-présidents, il désigne le Vice-président qui le remplace en son absence.

§ 2. Sont invités à assister à toutes les réunions du Bureau à voix consultative :

- 1° le fonctionnaire dirigeant du Service;
- 2° le coordinateur de la Task Force Développement durable.

Art. 5. Le Bureau se réunit chaque fois que le Président le juge nécessaire ou quand au moins deux membres du Bureau le demandent.

Art. 6. Le Bureau décide par consensus.

Art. 7. Le Bureau :

- 1° prépare les réunions de la Commission et en assure le suivi;
- 2° fixe l'ordre du jour de la Commission;
- 3° assure la liaison entre la Commission et ses groupes de travail;
- 4° assure la liaison entre la Commission et le Bureau du Plan;
- 5° assure la liaison entre la Commission et le Service;
- 6° fait des propositions au sujet de la création de groupes de travail ou de l'attribution des missions spécifiques aux Membres;

7° désigne, sur proposition des présidents des groupes de travail, les experts externes qui peuvent participer aux travaux des groupes de travail.

Art. 8. § 1^{er}. Le Secrétariat rédige les projets de procès-verbaux des réunions du Bureau.

§ 2. Les procès-verbaux des réunions du Bureau sont accessibles aux Membres après approbation par le Bureau au Site Intranet.

Art. 9. Le Président représente la Commission. En son absence, il est remplacé par un membre du Bureau.

CHAPITRE IV. — *Des Réunions de la Commission*

Art. 10. La Commission se réunit au moins cinq fois par an et chaque fois que le bureau le juge nécessaire.

Art. 11. Au moins dix jours calendriers avant la date de la réunion, la convocation à une réunion de la Commission est envoyée aux Membres, aux représentants, visés à l'article 3, § 1^{er}, et aux experts, visés à l'article 3, § 2.

Elle mentionne l'ordre du jour et elle est accompagnée des documents relatifs à celui-ci.

Art. 12. § 1^{er}. A la demande d'au moins cinq Membres, un point doit être inscrit à l'ordre du jour de la réunion suivante.

§ 2. Moyennant l'accord de la Commission, des points qui n'étaient pas mis pas à l'ordre du jour et qui doivent néanmoins être traités d'urgence, peuvent toutefois être traités à la demande du Président

Art. 13. Le Président ouvre et clôture les réunions. Il dirige les débats.

En l'absence du président, le vice-président présent le plus âgé assume la présidence.

Art. 14. § 1^{er}. Le Secrétariat rédige les projets de procès-verbaux des réunions qui sont présentés pour approbation à la réunion suivante de la Commission.

Ils contiennent une liste de présence, un résumé des différentes positions et les conclusions pour chaque point de l'ordre du jour.

§ 2. Au plus tard avec la convocation à la réunion suivante, le projet de procès-verbal d'une réunion de la Commission est envoyé aux Membres, aux représentants, visés à l'article 3, § 1^{er} et aux experts, visés à l'article 3, § 2. Des remarques y afférentes doivent être communiquées au Secrétariat par écrit pour la veille de la réunion suivante.

Op vraag van vijf Leden dient de Voorzitter een extern expert uit te nodigen om toelichting te geven bij een agendapunt.

HOOFDSTUK III. — *Het Bureau
en de vertegenwoordiging van de Commissie*

Art. 4. § 1. De Voorzitter van de Commissie zit de vergaderingen van het Bureau voor.

Onder de Ondervoorzitters duidt hij de Ondervoorzitter aan die hem vervangt bij zijn afwezigheid.

§ 2. Worden uitgenodigd om alle vergaderingen van het Bureau met raadgevende stem bij te wonen :

- 1° de leidend ambtenaar van de Dienst;
- 2° de coördinator van de Task Force Duurzame Ontwikkeling.

Art. 5. Het Bureau komt telkens samen wanneer de Voorzitter dat noodzakelijk acht of wanneer minstens twee Bureauleden hierom verzoeken.

Art. 6. Het Bureau beslist bij consensus.

Art. 7. Het Bureau :

- 1° bereidt de vergaderingen van de Commissie voor en verzekert de opvolging ervan;
- 2° stelt de agenda van de Commissie vast;
- 3° verzekert de binding tussen de Commissie en haar werkgroepen;
- 4° verzekert de binding tussen de Commissie en het Planbureau;
- 5° verzekert de binding tussen de Commissie en de Dienst;

6° doet voorstellen met betrekking tot het oprichten van werkgroepen of het toevertrouwen van de uitvoering van bijzondere opdrachten aan de Leden;

7° duidt, op voorstel van de voorzitters van de werkgroepen van de Commissie, de externe experts aan die kunnen deelnemen aan de werkzaamheden van de werkgroepen.

Art. 8. § 1. Het Secretariaat stelt de ontwerpverslagen van de vergaderingen van het Bureau op.

§ 2. De verslagen van de vergaderingen van het Bureau zijn, na goedkeuring door het Bureau, voor de Leden beschikbaar op de Intranetsite.

Art. 9. De Voorzitter vertegenwoordigt de Commissie. In zijn afwezigheid wordt hij vervangen door een lid van het Bureau.

HOOFDSTUK IV. — *De Vergaderingen van de Commissie*

Art. 10. De Commissie vergadert minstens vijfmaal per jaar en telkens wanneer het Bureau het nodig acht.

Art. 11. De uitnodiging voor een vergadering van de Commissie wordt minstens tien kalenderdagen voor de vergaderdatum aan de Leden, aan de vertegenwoordigers, bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, en aan de experts, bedoeld in artikel 3, § 2, toegestuurd.

Zij vermeldt de agenda en is vergezeld van de documenten die er betrekking op hebben.

Art. 12. § 1. Wanneer minstens vijf Leden hierom verzoeken, dient een punt geagendeerd te worden op de volgende vergadering.

§ 2. Mits akkoord van de Commissie kunnen punten die niet geagendeerd werden en die toch dringend behandeld dienen te worden, behandeld worden op vraag van de Voorzitter.

Art. 13. De Voorzitter opent en sluit de vergaderingen. Hij leidt de debatten.

Bij afwezigheid van de voorzitter neemt de in jaren oudste aanwezige ondervoorzitter het Voorzitterschap waar.

Art. 14. § 1. Het Secretariaat stelt de ontwerpverslagen op van de vergaderingen die ter goedkeuring worden voorgelegd op de volgende vergadering van de Commissie.

Ze bevatten een aanwezigheidslijst, een samenvatting van de verschillende standpunten en de besluiten voor ieder agendapunt.

§ 2. Het ontwerpverslag van een vergadering van de Commissie wordt uiterlijk samen met de uitnodiging voor de volgende vergadering aan de Leden, aan de vertegenwoordigers, bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, en aan de experts, bedoeld in artikel 3, § 2, bezorgd. Opmerkingen terzake dienen uiterlijk één dag voor de volgende vergadering schriftelijk aan het Secretariaat te worden meegedeeld.

§ 3. Après leur approbation, les procès-verbaux des réunions de la Commission sont accessibles aux Membres, aux représentants, visés à l'article 3, § 1^{er}, et aux experts, visés à l'article 3, § 2, au Site Intranet.

Art. 15. § 1^{er}. La Commission ne peut prendre des décisions valablement qu'en présence de la majorité simple de ses Membres ou de leurs suppléants.

Lors du calcul de cette majorité simple :

1° les Membres représentés par une procuration, visée à l'article 2, § 2, sont pris en compte;

2° les représentants des gouvernements des Régions et des Communautés ne sont pas pris en compte.

§ 2. La Commission décide par consensus.

A défaut de consensus sur l'ensemble ou une partie des conclusions, la Commission décide par majorité simple des Membres et des suppléants, visés à l'article 2, présents.

CHAPITRE V. — *Des Groupes de travail*

Art. 16. Sur la proposition du Bureau, la Commission décide de la création des groupes de travail, de leur composition et de leur présidence.

Art. 17. Chaque Membre a le droit de participer aux activités d'un groupe de travail ou de se faire représenter par un fonctionnaire des services publics fédéraux ou des organismes publics qui relèvent de la responsabilité du Membre du Gouvernement qu'il représente.

Chaque représentant, visé à l'article 3, § 1^{er}, a le droit de participer aux activités d'un groupe de travail ou de déléguer un fonctionnaire du service public qu'il représente.

Art. 18. Le président de chaque groupe de travail informe régulièrement la Commission sur l'évolution des activités de son groupe de travail.

Art. 19. Chaque groupe de travail présente ses rapports à la Commission via le Bureau.

Art. 20. En concertation avec le Bureau et le Secrétariat, le président de chaque groupe de travail organise le secrétariat de son groupe de travail.

CHAPITRE VI. — *De la Sous-commission de la « Coopération administrative »*

Art. 21. Au sein de la Commission, une Sous-commission de la « Coopération administrative » existe. Elle est composée des représentants, visés à l'article 3, § 1^{er}. Elle a exclusivement pour mission de coordonner les activités des cellules de développement durables, créées par l'arrêté du 22 septembre 2004.

La sous-commission est présidée par le représentant du Service à la Commission. Il informe régulièrement la Commission sur l'évolution des activités de la sous-commission.

CHAPITRE VII. — *Du Secrétariat*

Art. 22. Le Secrétariat est à la disposition de la Commission pour la réalisation de ses missions. Il a notamment les tâches suivantes :

1° l'organisation pratique des réunions de la Commission, du Bureau et des groupes de travail, notamment l'envoi des invitations à celles-ci;

2° la collecte et le traitement d'informations relatives aux sujets abordés à la Commission;

3° la coordination de la rédaction et le suivi de l'exécution des Plans.

CHAPITRE VIII. — *Des Rapports annuels des Membres*

Art. 23. Le rapport, visé à l'article 16, troisième alinéa, de la Loi, doit être introduit auprès du Secrétariat pour le 31 janvier de chaque année civile en français ou en néerlandais.

La traduction de ce rapport en français ou en néerlandais doit être introduit auprès du Secrétariat pour le 15 février de chaque année civile.

Art. 24. Sur la proposition du Bureau, la Commission fixe annuellement la structure du rapport, visé à l'article 16, troisième alinéa, de la Loi.

§ 3. Na hun goedkeuring zijn de verslagen van de vergaderingen van de Commissie beschikbaar voor de Leden, de vertegenwoordigers, bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, en de experts, bedoeld in artikel 3, § 2, op de Intranetsite.

Art. 15. § 1. De Commissie kan slechts geldig beslissingen nemen, indien de gewone meerderheid van haar Leden of hun plaatsvervangers aanwezig is.

Bij de berekening van deze gewone meerderheid :

1° worden de – bij een in artikel 2, § 2, bedoelde volmacht vertegenwoordigde – Leden meegerekend;

2° worden de vertegenwoordigers van de Gemeenschapsregeringen en de Gewestregeringen niet meegerekend.

§ 2. De Commissie beslist bij consensus.

Bij gebrek aan consensus over het geheel of over een deel van de besluiten, beslist de Commissie bij gewone meerderheid van de aanwezige Leden en de plaatsvervangers, bedoeld in artikel 2.

HOOFDSTUK V. — *De Werkgroepen*

Art. 16. De Commissie beslist, op voorstel van het Bureau, over de oprichting van werkgroepen, de samenstelling en het voorzitterschap ervan.

Art. 17. Elk Lid heeft het recht deel te nemen aan de werkzaamheden van een werkgroep of zich te laten vertegenwoordigen door een ambtenaar van de federale overheidsdiensten of openbare instellingen die vallen onder de verantwoordelijkheid van het regeringslid dat hij vertegenwoordigt.

Elke vertegenwoordiger, bedoeld in artikel 3, § 1, heeft het recht deel te nemen aan de werkzaamheden van een werkgroep of een ambtenaar af te vaardigen van de overheidsdienst die hij vertegenwoordigt.

Art. 18. De voorzitter van elke werkgroep brengt de Commissie regelmatig op de hoogte van de voortgang van de werkzaamheden van zijn werkgroep.

Art. 19. Elke werkgroep legt zijn rapporten voor aan de Commissie via het Bureau.

Art. 20. In overleg met het Bureau en het Secretariaat regelt de voorzitter van elke werkgroep het secretariaat van zijn werkgroep.

HOOFDSTUK VI. — *De Subcommissie « Administratieve Coördinatie »*

Art. 21. Binnen de Commissie bestaat een Subcommissie « Administratieve Coördinatie ». Ze bestaat uit de vertegenwoordigers, bedoeld in artikel 3, § 1. Ze heeft uitsluitend als opdracht de werkzaamheden van de cellen duurzame ontwikkeling, opgericht bij het koninklijk besluit van 22 september 2004, te coördineren.

De subcommissie wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Dienst in de Commissie. Hij brengt de Commissie regelmatig op de hoogte van de voortgang van de werkzaamheden van de subcommissie.

HOOFDSTUK VII. — *Het Secretariaat*

Art. 22. Het Secretariaat staat ten dienste van de Commissie bij de uitoefening van haar opdrachten. Inzonderheid heeft het de volgende taken :

1° de praktische organisatie van de vergaderingen van de Commissie, het Bureau en de werkgroepen, inzonderheid de verzending van de uitnodigingen hiervoor;

2° de inzameling en de verwerking van informatie over de binnen de Commissie behandelde onderwerpen;

3° de coördinatie van de redactie en van de opvolging van de uitvoering van de Plannen.

HOOFDSTUK VIII. — *Jaarlijkse Rapporten van de Leden*

Art. 23. Het rapport, bedoeld in artikel 16, derde lid, van de Wet, wordt uiterlijk op 31 januari van elk kalenderjaar ingediend bij het Secretariaat in het Nederlands of in het Frans.

De vertaling van dit rapport in het Nederlands of in het Frans dient uiterlijk op 15 februari van elk kalenderjaar bij het Secretariaat te worden ingediend.

Art. 24. De Commissie stelt jaarlijks de structuur van het rapport, bedoeld in artikel 16, derde lid, van de Wet, vast op voorstel van het Bureau.

CHAPITRE IX. — *Du Rapport d'activités*

Art. 25. § 1^{er}. Pour le 1^{er} mars, le Secrétariat transmet un projet de Rapport d'activités de l'année passée au Bureau.

Pour le 10 mars, le Bureau discute ce projet et, après des modifications éventuelles, le soumet à la Commission pour approbation.

Pour le 20 mars, la Commission se prononce sur le projet de Rapport d'activités.

§ 2. Le Secrétariat est en charge de la diffusion du Rapport d'activités.

CHAPITRE X. — *Du Rapport fédéral*

Art. 26. § 1^{er}. Avant le 31 mars de chaque année pendant laquelle un Rapport Fédéral doit être rédigé, le Bureau du Plan communique un projet de structure de ce Rapport à la Commission pour discussion et avant le 30 septembre de cette année un premier projet de ce Rapport fédéral.

§ 2. Le projet de structure, visé au § 1^{er}, contient au moins un aperçu des thèmes qui seront traités dans le Rapport fédéral.

§ 3. Le premier projet de Rapport fédéral, visé au § 1^{er}, contient une version complète des différentes parties de ce Rapport dans la langue de l'auteur ou des auteurs.

CHAPITRE XI. — *Du Plan*

Art. 27. § 1^{er}. Au moins trente-deux mois avant l'expiration de la période couverte par le plan en cours, visée à l'article 6, deuxième alinéa, de la Loi, le Bureau rédige une note d'orientation relative à l'Avant-projet de plan prochain et la soumet à la Commission.

Cette note vise à faire office de manuel pour les travaux relatifs au Plan à rédiger et comprend au moins :

- 1° les lignes directrices de l'Avant-projet de plan;
- 2° une proposition de structure de l'Avant-projet de plan;
- 3° le planning des activités en vu de la rédaction de l'Avant-projet de plan et du Projet de plan;
- 4° une liste des responsables des différents aspects de la rédaction de l'Avant-projet de plan et du Projet de plan.

§ 2. Dans les deux mois après l'envoi de la note d'orientation, visée au § 1^{er}, la Commission traite cette note.

§ 3. Dans les deux mois après le traitement par la Commission :

- 1° le Bureau révisé la note d'orientation, visée au § 1^{er}, sur base des indications de la Commission;
- 2° le Bureau soumet la note d'orientation révisée à la Commission.

§ 4. Dans le mois après l'envoi de la note d'orientation, visée au § 3, 2°, la Commission discute cette note et elle approuve la version définitive de la note d'orientation.

Art. 28. Au moins douze mois avant l'expiration de la période couverte par le plan en cours, visée à l'article 6, deuxième alinéa, de la Loi, la Commission arrête l'Avant-projet du Plan.

Art. 29. Après la Consultation, la Commission décide quelle suite doit être donnée aux avis et aux remarques formulées sur l'Avant-projet de plan. A cette fin, le Secrétariat rédige, en concertation avec le Bureau, des documents de travail dont un document de synthèse concernant tous les avis et remarques reçus et contentant, au moins pour l'avis du Conseil fédéral de Développement durable, visé à l'article 4, 3°, de la Loi, une proposition de motivation pour soit le suivi soit le non-suivi de cet avis.

Sur base de la décision, visée au premier alinéa, le Bureau soumet un Projet de plan à la Commission.

CHAPITRE XII. — *De la Publicité*

Art. 30. Le Bureau assure la publicité des travaux touchant à l'existence, au fonctionnement et aux réalisations de la Commission.

§ 2. Le Président représente la Commission. En son absence, il est remplacé par un membre du Bureau.

Art. 31. Les réunions de la Commission, du Bureau et des groupes de travail ne sont pas publiques.

HOOFDSTUK IX. — *Activiteitenverslag*

Art. 25. § 1. Voor 1 maart bezorgt het Secretariaat een ontwerp van Activiteitenverslag van het voorbije jaar aan het Bureau.

Voor 10 maart bespreekt het Bureau dit ontwerp en legt het dit na eventuele aanpassingen ter goedkeuring voor aan de Commissie.

Voor 20 maart spreekt de Commissie zich uit over het ontwerp van Activiteitenverslag.

§ 2. Het Secretariaat staat in voor de verspreiding van het Activiteitenverslag.

HOOFDSTUK X. — *Het Federaal Rapport*

Art. 26. § 1. Voor 31 maart van elk jaar waarin een Federaal Rapport dient opgesteld te worden, bezorgt het Planbureau een ontwerp van structuur van dit rapport ter discussie aan de Commissie en voor 30 september van dat jaar een eerste ontwerp van dit Federaal Rapport.

§ 2. Het ontwerp van structuur, bedoeld in § 1, bevat minstens een overzicht van de thema's die binnen het Federaal Rapport worden behandeld.

§ 3. Het eerste ontwerp van Federaal Rapport, bedoeld in § 1, omvat een in de taal van de auteur of de auteurs uitgeschreven versie van de verschillende onderdelen van dit Rapport.

HOOFDSTUK XI. — *Het Plan*

Art. 27. § 1. Minstens tweeëndertig maanden voor het verstrijken van de lopende planperiode, bedoeld in artikel 6, tweede lid, van de Wet stelt het Bureau een oriëntatienota op over het volgende Voorontwerpplan en legt het deze nota voor aan de Commissie.

Deze oriëntatienota strekt ertoe om als leidraad te dienen bij de werkzaamheden rond het op te stellen Plan en omvat minstens :

- 1° de krachtlijnen van het Voorontwerpplan;
- 2° een voorstel van structuur van het Voorontwerpplan;
- 3° de planning van de werkzaamheden voor de redactie van het Voorontwerpplan en van het Ontwerpplan;
- 4° een lijst van de verantwoordelijken voor de verschillende aspecten van de redactie van het Voorontwerpplan en van het Ontwerpplan.

§ 2. Binnen de twee maanden na de verzending van de in § 1 bedoelde oriëntatienota behandelt de Commissie deze nota.

§ 3. Binnen de twee maanden na de behandeling door de Commissie :

- 1° herwerkt het Bureau de in § 1 bedoelde oriëntatienota op basis van de aanwijzingen van de Commissie;
- 2° legt het Bureau de herwerkte oriëntatienota voor aan de Commissie.

§ 4. Binnen de maand na de verzending van de in § 3, 2°, bedoelde oriëntatienota behandelt de Commissie deze nota en keurt ze de definitieve versie van de oriëntatienota goed.

Art. 28. Minstens twaalf maanden voor het verstrijken van de lopende planperiode, bedoeld in artikel 6, tweede lid, van de Wet stelt de Commissie het Voorontwerp van het volgende Plan vast.

Art. 29. Na de Raadpleging beslist de Commissie welk gevolg er dient gegeven te worden aan de adviezen en opmerkingen die met betrekking tot het Voorontwerpplan werden geformuleerd. Te dien einde stelt het Secretariaat in overleg met het Bureau werkdocumenten op waaronder een synthesesedocument aangaande alle ontvangen adviezen en opmerkingen en met, minstens voor het advies van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, bedoeld in artikel 4, 3°, van de Wet, een voorstel van motivering voor het al dan niet volgen ervan.

Op grond van de in het eerste lid bedoelde beslissing legt het Bureau aan de Commissie een voorstel van Ontwerpplan voor.

HOOFDSTUK XII. — *Openbaarheid*

Art. 30. Het Bureau staat in voor het openbaar maken van alle informatie met betrekking tot het bestaan van de Commissie, haar werking en haar verwezenlijkingen.

§ 2. De Voorzitter vertegenwoordigt de Commissie. In zijn afwezigheid wordt hij vervangen door een lid van het Bureau.

Art. 31. De vergaderingen van de Commissie, het Bureau en de werkgroepen zijn niet openbaar.

Art. 32. Le Rapport d'activités, une synthèse de celui-ci et les rapports, visés à l'article 16, troisième alinéa, de la Loi sont disponibles pour la population sur le site Internet de la Commission.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et finales*

Art. 33. L'article 5, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 22 septembre 2004 portant création des cellules de développement durable au sein des services publics fédéraux, des services publics fédéraux de programmation et du Ministère de la Défense est remplacé par la disposition suivante :

« 2° le représentant, visé à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal fixant les règles générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Commission interdépartementale pour le Développement durable; ».

Art. 34. L'arrêté royal du 1^{er} décembre 1998 portant fixation des règles générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Commission interdépartementale du développement durable, modifié par l'arrêté royal du 8 décembre 2003, est abrogé.

Art. 35. Le présent arrêté produit ses effets le 7 janvier 2007.

Art. 36. Notre Premier Ministre, Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget, Notre Ministre de l'Economie et de la Politique scientifique, Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Notre Ministre de la Coopération au Développement, Notre Ministre de la Fonction publique, Notre Ministre de l'Environnement et Notre Secrétaire d'Etat au Développement durable sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Vice-Première Ministre et la Ministre du Budget,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Coopération au Développement,
A. DE DECKER

Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Environnement,
B. TOBBACK

La Secrétaire d'Etat au Développement durable,
Mme E. VAN WEERT

Art. 32. Het Activiteitenverslag, een synthese ervan en de rapporten, bedoeld in artikel 16, derde lid, van de Wet zijn voor de bevolking beschikbaar op de Internetsite van de Commissie.

HOOFDSTUK XIII. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 33. Artikel 5, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 22 september 2004 houdende oprichting van cellen duurzame ontwikkeling in de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten en het Ministerie van Landsverdediging wordt vervangen als volgt :

« 2° de vertegenwoordiger, bedoeld in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit houdende vaststelling van de regels inzake de organisatie en de werking van de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling; ».

Art. 34. Het koninklijk besluit van 1 december 1998 betreffende de organisatie en werking van de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 december 2003, wordt opgeheven.

Art. 35. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 7 januari 2007.

Art. 36. Onze Eerste Minister, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Onze Minister van Economie en Wetenschapsbeleid, Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Onze Minister van Ambtenarenzaken, Onze Minister van Leefmilieu en Onze Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
A. DE DECKER

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

De Minister van Leefmilieu,
B. TOBBACK

De Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling,
Mevr. E. VAN WEERT